

DÉCLARATION D'INTENTION

au titre des articles L.121-18 et R.121-25 du
code de l'environnement

Centre de Meuse/Haute-Marne Andra

Projet de construction de nouveaux
bâtiments sur le site du Laboratoire
souterrain à l'usage des gendarmes
mobilisés sur place

Mars 2022

Sommaire

1. Préambule	3
2. Motivations et raisons d'être du projet	3
2.1 Contexte général et présentation du Laboratoire de recherche souterrain de Meuse/ Haute-Marne	3
2.2 Objectifs du projet d'aménagement sur le site du Laboratoire souterrain, au sein du Centre de Meuse/Haute-Marne de l'Andra	4
2.3 Les caractéristiques et localisation du projet	4
2.3.1 Détail des bâtiments et de leurs aménagements	4
2.3.2 Localisation	5
2.4 Calendrier et coût du projet	6
2.5 Solutions alternatives envisagées	6
2.5.1 A l'emplacement actuel du casernement provisoire, via une modification des bungalows existants	6
2.5.2 Sur des parcelles à proximité immédiate du Laboratoire souterrain	7
3. Plan ou programme dont découle le projet	8
4. Liste des communes correspondant au territoire susceptible d'être affecté par le projet	9
5. Aperçu des incidences potentielles sur l'environnement.....	10
6. Modalités d'information du public sur le projet	11
7. Publicité de la déclaration d'intention	11
8. Exercice du droit d'initiative	11

1. Préambule

La déclaration d'intention est élaborée en application des articles L.121-18 et R.121-25 du code de l'environnement, qui prévoient que pour tout projet d'un montant prévisionnel supérieur à 5 millions d'euros et soumis à évaluation environnementale, une déclaration d'intention soit publiée par le maître d'ouvrage avant le dépôt de la demande d'autorisation.

La présente déclaration vise à informer le public sur le projet de construction de nouveaux bâtiments sur le site du Laboratoire souterrain, au sein du Centre de Meuse/Haute-Marne de l'Andra, qui aura pour vocation d'accueillir dans une structure adaptée les escadrons de gendarmerie qui se succèdent et assurent la sécurité des personnels, des activités et des infrastructures, avec l'aménagement d'un local informatique dans un bâtiment déjà existant. Sous la responsabilité du commandant de groupement de la gendarmerie de la Meuse, les escadrons ont pour mission de veiller à l'ordre public, à la protection du bois Lejuc et à la sécurité des personnes.

Cette déclaration requise par l'article L.121-18 du code de l'environnement inclut les informations suivantes :

- Les motivations et raisons d'être du projet ;
- Le cas échéant, le plan ou programme dont il découle ;
- La liste des communes correspondant au territoire susceptible d'être affecté par le projet ;
- Un aperçu des incidences potentielles sur l'environnement ;
- Une mention, le cas échéant, des solutions alternatives envisagées ;
- Les modalités d'information du public sur le projet.

2. Motivations et raisons d'être du projet

2.1 Contexte général et présentation du Laboratoire de recherche souterrain de Meuse/Haute-Marne

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) est chargée de la gestion à long terme des déchets radioactifs produits en France. Dans le cadre de cette mission, l'Andra met son expertise et son savoir-faire au service de l'État pour trouver, mettre en œuvre et garantir des solutions de gestion sûres pour l'ensemble des déchets radioactifs français afin de protéger les générations présentes et futures du risque que présentent ces déchets.

Créée en 1979, l'Andra est devenue un établissement public industriel et commercial par la loi du 30 décembre 1991 et a vu ses missions complétées par la loi du 28 juin 2006 relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs.

L'Andra est indépendante des producteurs de déchets. Elle est placée sous la tutelle des ministres chargés respectivement de l'énergie, de la recherche et de l'environnement.

A la limite des départements de la Meuse et de la Haute-Marne, elle y exploite le Centre de Meuse/Haute-Marne qui comprend un Espace technologique, une Écothèque, un Laboratoire de recherche souterrain et un ensemble d'installations construites pour mener des recherches à la fois scientifiques et technologiques dans les formations argileuses du Callovo-Oxfordien, situées entre 420 m et 550 m de profondeur.

Le Laboratoire a été aménagé au sud du département de la Meuse, en bordure de la route départementale n°960, à 2 kilomètres du village de Bure.

2.2 Objectifs du projet d'aménagement sur le site du Laboratoire souterrain, au sein du Centre de Meuse/Haute-Marne de l'Andra.

Le projet d'aménagement comprend principalement la construction de nouveaux bâtiments à l'usage des gendarmes mobilisés sur place.

Depuis 2018 et les incidents liés à l'occupation illégale du bois Lejuc par les opposants au projet Cigéo, le Centre de l'Andra en Meuse/Haute-Marne héberge à la demande de l'Etat et des pouvoirs publics, un escadron de gendarmerie sur le site du Laboratoire souterrain. Les escadrons qui se succèdent, placés sous la responsabilité du commandant de groupement de la gendarmerie de la Meuse, ont pour mission de veiller à l'ordre public, à la protection du bois Lejuc et à la sécurité des personnes.

Au total, un effectif d'environ 80 gendarmes est présent localement et intervient si besoin en renfort de la gendarmerie nationale.

La construction de nouveaux bâtiments permettrait de remplacer les bâtiments et équipements provisoires (bâtiments modulaires) actuellement mis à disposition des gendarmes mobiles.

Les enjeux de ces nouveaux bâtiments sont :

- d'améliorer les conditions d'hébergement des engagés ;
- d'adapter les locaux aux matériels et capacités d'entretien, de réparations, de lavage et de remisage des engins ;
- d'améliorer les capacités logistiques et de magasinage ;
- d'augmenter la capacité de l'espace d'entraînement ;
- de réaliser des économies d'énergie avec des bâtiments répondant aux dernières normes environnementales.

Le présent projet d'aménagement sur le site du Laboratoire souterrain, au sein du Centre de Meuse/Haute-Marne prévoit aussi l'adaptation d'un bâtiment existant pour y installer un local informatique moderne répondant aux besoins informatiques de l'ensemble des activités de l'Andra et des gendarmes accueillis sur le site.

2.3 Les caractéristiques et localisation du projet

2.3.1 Détail des bâtiments et de ses aménagements

Le projet sera composé :

- de locaux administratifs (bureaux, espace de vie et de convivialité) ;
- d'une zone d'hébergement en étages sur 2 niveaux ;
- d'installations techniques dédiées (atelier de réparation des véhicules, activités supports ...) ;
- d'un espace de parking de stationnement ;
- de nouveaux réseaux (transformateur, réseaux informatiques, ...).

Soit environ 2 200 m² de surface utile + 800 m² de parking.

Les locaux administratifs et les hébergements seront construits selon la nouvelle réglementation thermique et environnementale (la RE 2020), ce qui permettra :

- d'améliorer le confort des occupants ;
- de limiter les déperditions thermiques ;
- de favoriser le recours à des modes constructifs peu émissifs ;
- de limiter l'empreinte carbone des constructions.

Ces nouveaux bâtiments devront également pouvoir être facilement modulables en termes d'usage (en bureaux par exemple) pour répondre à d'éventuels nouveaux besoins.

2.3.2 Localisation

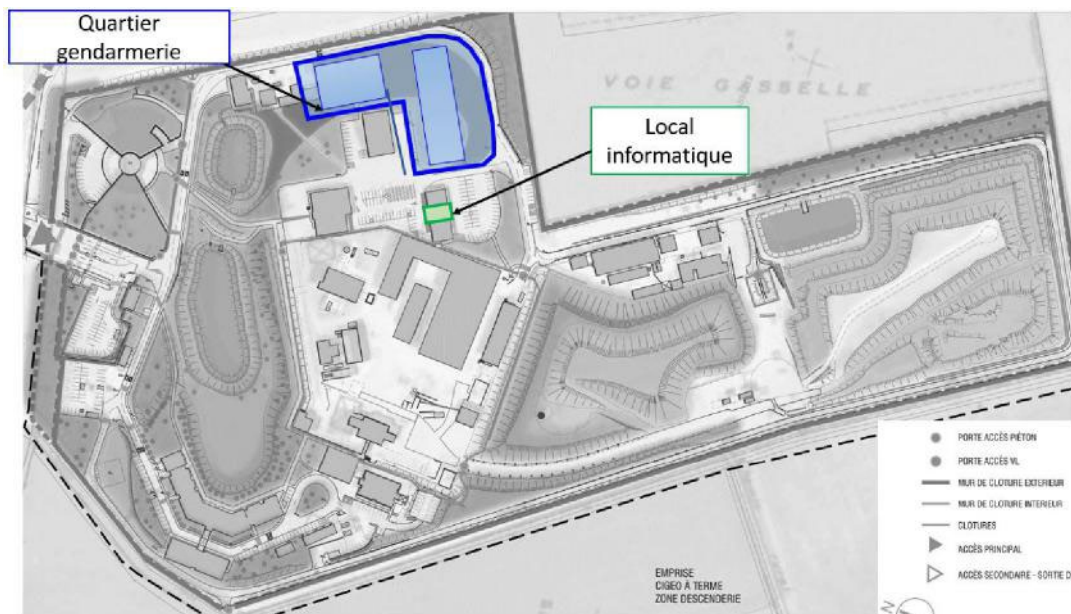


Figure 1 : plan du laboratoire souterrain et localisation du projet

Le projet prévoit la localisation du futur quartier gendarmerie dans les emprises du site du Laboratoire souterrain au sein du Centre de Meuse/Haute-Marne, en proximité directe de ses installations afin de maximiser la protection du site et la vitesse d'intervention des gendarmes présents.

Plus précisément, la zone choisie est l'Est du Laboratoire, espace non construit permettant de surcroît un large éventail d'évolutions possibles (exemple : créer un accès direct à l'extérieur du Laboratoire, possibilités de faire évoluer l'utilisation des bâtiments vers des vocations administratives, d'accueil du public, réutilisation/mutualisation de certaines utilités par les pompiers...).

2.4 Calendrier et coût du projet

Le calendrier prévisionnel, intégrant la demande de permis de construire et la demande d'autorisation environnementale, amène à un démarrage des travaux fin 2024 et à une livraison du bâtiment en 2027.

A ce stade, le coût du projet est évalué à 10 millions d'euros.

2.5 Solutions alternatives envisagées

Il n'est pas prévu d'alternative à l'accueil sur place de l'escadron de gendarmerie (par exemple l'installation de bâtiments d'accueil dans une commune voisine) car, pour assurer leurs missions, les forces de l'ordre doivent être à proximité directe des installations du Centre de Meuse/Haute-Marne et notamment des installations du Laboratoire souterrain. Cette présence sur site permet des délais d'intervention rapides pour assurer l'ordre public dans la zone, la protection du bois Lejuc et la sécurité des personnes.

En revanche, d'autres localisations ont été étudiées. Les emplacements envisagés sont les suivants :

- à l'emplacement actuel du casernement provisoire, via une modification des bungalows existants ;
- sur des parcelles à proximité du Laboratoire souterrain, à l'extérieur du site de l'Andra.

2.5.1 A l'emplacement actuel du casernement provisoire, via une modification des bungalows existants

Avant toute prospection d'emplacement, la réhabilitation du cantonnement actuel a été étudiée.

Il s'avère que les caractéristiques du projet rendent très difficile la réhabilitation des bungalows sur les plans technique, environnemental et économique.

En effet, une mise aux normes incendie serait très coûteuse, probablement peu efficace et ne correspondrait pas :

- au référentiel des gendarmes – ERP de 5^e catégorie avec locaux à sommeil ;
- aux demandes des assurances pour des locaux à sommeil.

Au niveau thermique, une mise à niveau sur des bungalows est peu réaliste pour se conformer à la RT2012 et n'est pas envisageable pour se conformer à la RE2020 (applicable à partir de 2022).

Une mise à niveau acoustique serait très compliquée à mettre en œuvre dans des modules métalliques dont l'isolation n'a pas été prévue initialement.

Cette option a donc été écartée.

2.5.2 Sur des parcelles à proximité immédiate du Laboratoire souterrain

Le site du Laboratoire étant relativement contraint d'un point de vue spatial, plusieurs localisations à proximité immédiate ont été envisagées :

- Sur la parcelle ZH 0011, à l'Est des verses – fig. n°2,
- Sur les parcelles ZH 0007, ZH 0054 et ZH 0053, à l'Est du Bâtiment d'Accueil au Public – fig. n°3,

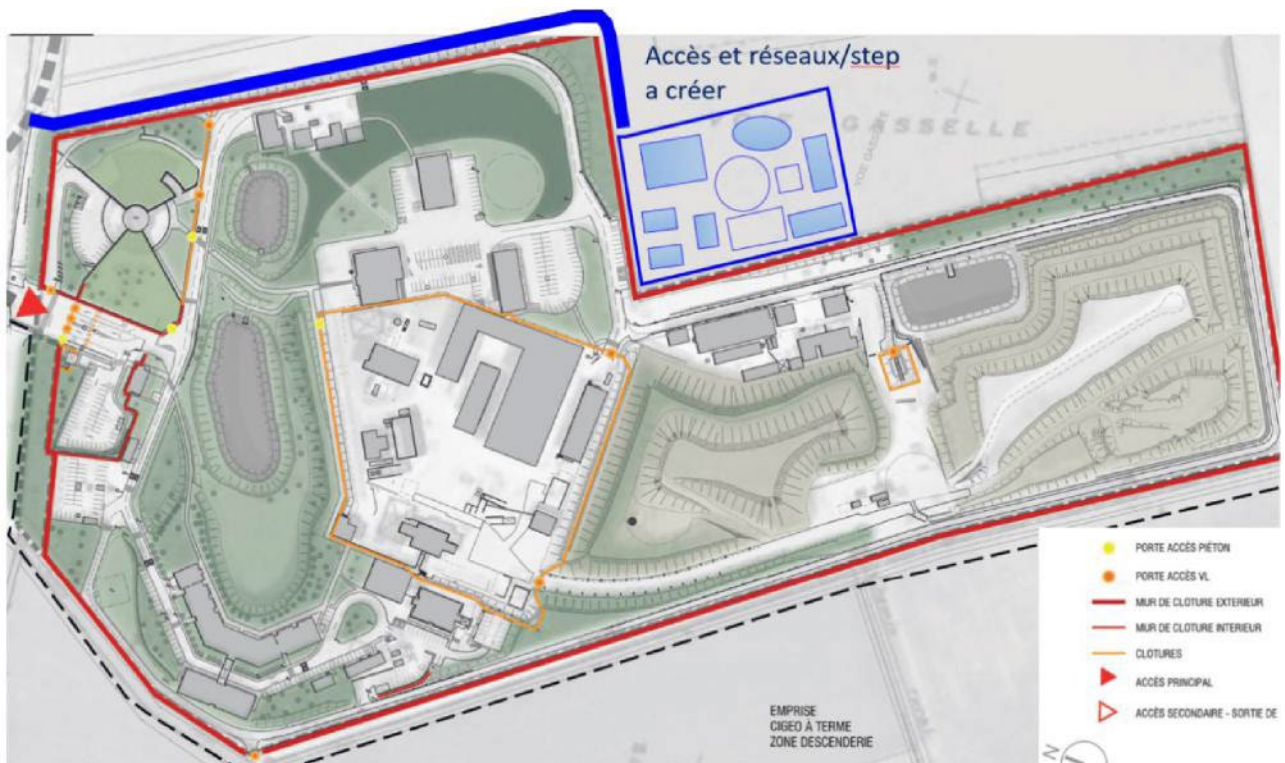


Figure 2 - Localisation à l'extérieur du site, à l'Est des verses

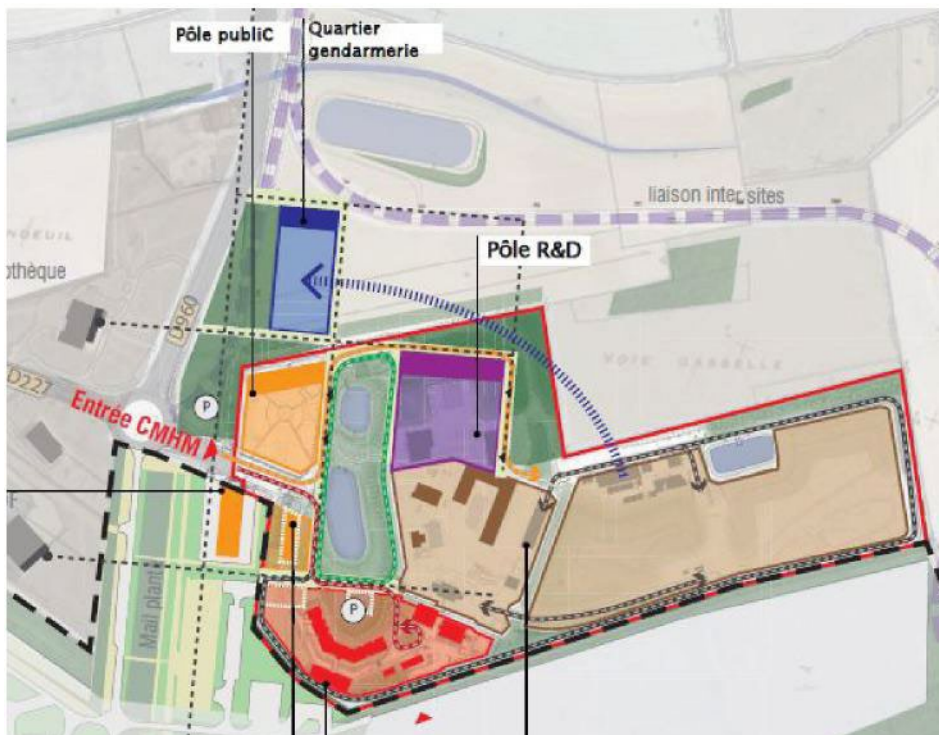


Figure 3 - Localisation à l'extérieur du site, à l'Est du Bâtiment d'Accueil du Public (BAP)

Ces deux localisations en dehors du Laboratoire souterrain impliqueraient cependant l'implantation du projet sur des parcelles classées en zone 2 AUyc (Zone à urbaniser à vocation économique (long terme) – installation Cigéo) dans le PLUi de la Haute-Saulx, ce qui conduirait à une demande de modification d'un document d'urbanisme récemment approuvé.

De plus, ces implantations en zones actuellement agricoles auraient eu un impact significatif via la création d'importantes surfaces imperméabilisées (bâtiments + voie d'accès extérieure dans le 1^{er} cas). L'implantation sur le Laboratoire permet d'éviter cet impact foncier et de bénéficier de zones déjà imperméabilisées.

Ces options ont donc été écartées.

3. Plan ou programme dont découle le projet

Le projet présenté dans ce document correspond à l'évolution des conditions d'accueil sur site et vise à répondre aux nouvelles normes environnementales en améliorant les performances énergétiques des infrastructures.

Il ne découle pas d'un plan ou programme spécifique.

4. Liste des communes correspondant au territoire susceptible d'être affecté par le projet

A la limite de la Meuse et de la Haute-Marne, le projet se situe sur la commune de Bure (55). Il se situe au sein de la parcelle du Laboratoire - parcelles n°0083. Les travaux seront réalisés sur le foncier du Laboratoire situé à l'Est du site.



Figure 4 : parcelle cadastrale concernée ZH 0083



Figure 5 : Plan général de localisation du projet

Les communes de Bure, Saudron, Gillaumé et Mandres-en-Barrois peuvent également être concernées par le projet étant à proximité du site du Laboratoire.

5. Aperçu des incidences potentielles sur l'environnement

Le tableau ci-dessous présente les incidences potentielles du projet d'aménagement, sur l'environnement, et précise des exemples de mesures d'évitement et de réduction qui pourraient être mises en œuvre, conformément à la démarche ERC (éviter/réduire/compenser), imposée au Maître d'ouvrage par le code de l'environnement.

Atmosphère – Energie et gaz à effet de serre et qualité de l'air	Emissions de gaz à effet de serre et émission de poussières	<ul style="list-style-type: none"> • Construction selon la RE2020 • Optimisation du bilan carbone dès la conception • Rabattements de poussières par temps secs
Sols	Imperméabilisation de sols Pollution accidentelle	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation préférentielle de zones déjà imperméabilisées • Respect du coefficient de biotope imposé par le PLUi de la Haute-Saulx sur le site du Laboratoire Souterrain • Mise à disposition de kit anti-pollution • Stockage de produits polluants sur rétention
Eaux	Pollution accidentelle	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de nuisances ajoutées à celles déjà existantes. La STEP actuelle a la capacité de traiter les eaux issues de ce futur bâtiment • Mise à disposition de kit anti-pollution • Stockage de produits polluants sur rétention
Patrimoine naturel – Périètre protégé ou inventorié	Pas d'incidence	Aucun périmètre à statut pour la protection du patrimoine naturel
Patrimoine naturel – Enjeux écologiques	Incidences potentielles sur des espèces protégées	Etude faune / flore sur 12 mois en cours de réalisation.
Patrimoine et paysage	Patrimoine : pas d'incidence Paysage : présence de nouveaux bâtiments	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'édifice protégé au titre des Monuments Historiques à proximité du Laboratoire Souterrain • Aménagements paysagers et nouveaux bâtiments en cohérence avec l'environnement architectural existant (insertion paysagère)
Cadre de vie	Nuisances potentielles sonores et lumineuses	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'habitations à proximité immédiate • Travaux en journée • Pas de nuisances ajoutées à celles déjà existantes après le chantier

6. Modalités d'information du public sur le projet

L'Andra entretient des relations étroites et régulières avec les collectivités locales. Le projet d'aménagement sur le Laboratoire souterrain au sein du centre de Meuse/Haute-Marne a ainsi déjà fait l'objet d'une première information des élus locaux. En amont du dépôt des dossiers de demande d'autorisation, les collectivités locales seront régulièrement informées de l'avancement du projet.

Une information à destination du grand public pourra être envisagée pour présenter le projet, en utilisant les canaux habituels de l'Andra (journal du Centre de Meuse/Haute-Marne, site internet, etc.).

Le projet étant assujéti à des procédures de demandes d'autorisation (autorisation environnementale, permis de construire), il devra faire l'objet d'une enquête publique préalable à leur obtention. Les dossiers de demande d'autorisation seront rendus publics à l'occasion de cette enquête publique.

7. Publicité de la déclaration d'intention

Ce document est disponible sur la page internet du Centre de Meuse/Haute-Marne de l'Andra. Il l'est également sur le site internet des préfectures de la Meuse et de la Haute-Marne. Enfin une information a été mise en place sur les espaces d'affichage légal des communes concernées (Bure, Mandres-en-Barrois, Saudron et Gillaumé).

8. Exercice du droit d'initiative

Afin d'assurer l'effectivité des droits du public, il est rappelé le cadre juridique applicable à l'exercice du droit d'initiative :

La publication de la présente déclaration d'intention ouvre un délai de deux mois aux personnes visées au I de l'article L.121-19 du code de l'environnement, pour solliciter auprès des préfectures de la Meuse ou de la Haute-Marne l'organisation d'une concertation préalable dans les conditions prévues par les articles L.121-16 et L.121-16-1 du code de l'environnement.

Le préfet apprécie la recevabilité de la demande, notamment au regard du territoire susceptible d'être affecté par le projet et ce compte tenu de ses principaux impacts environnementaux.

En cas de demande par des personnes visées au 1° du I de l'article L.121-19 du code de l'environnement, le représentant des signataires doit adresser au préfet un courrier électronique accompagné de la pétition mentionnée à l'article R.121-28 du code de l'environnement.

Le préfet s'assure que le nombre de soutiens requis a bien été réuni et procède à un contrôle par échantillonnage visant à vérifier que la saisine respecte les modalités définies à l'article R.121-28 du code de l'environnement.

En cas de demande par une personne visée au 2° du I de l'article L.121-19 du code de l'environnement, le courrier électronique ou postal de saisine du préfet lui est adressé accompagné de la délibération autorisant la saisine.

Si la demande est recevable, le préfet décide de l'opportunité d'organiser une concertation préalable selon les modalités des articles L.121-16 et L.121-16-1 et, dans ce cas, fixe la durée et l'échelle territoriale de la participation qui sera mise en œuvre au regard des principaux impacts environnementaux et des retombées socio-économiques attendus.

La décision du préfet est motivée et rendue publique dans un délai maximum d'un mois à compter de la réception de la demande.

En l'absence de décision explicite dans ce délai, le préfet sera réputé avoir rejeté la demande.

Si le préfet décide de donner une suite favorable à la saisine issue du droit d'initiative, il notifie sa décision au maître d'ouvrage ou à la personne responsable et la rend publique sur le site internet de la préfecture concernée (Meuse et Haute-Marne).



AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION
DES DÉCHETS RADIOACTIFS
Centre de Meuse/Haute-Marne
Route départementale 960
BP9
55290 Bure
www.andra.fr

